

principales sources d'investissement en R-D : le monde des affaires, les universités et les gouvernements¹⁰².

Les récentes réformes du régime fiscal canadien ont entraîné un traitement fiscal encore moins généreux qu'auparavant des dépenses de recherche, réduisant d'environ 20 p. 100 les radiations autorisées. Le Conference Board estime que ce facteur contribue à la baisse des dépenses de recherches par secteur d'activité. Le Conseil consultatif sur l'adaptation a relevé ce fait et a recommandé que le gouvernement surveille les répercussions du traitement fiscal de la R-D, afin d'offrir des stimulants accrus s'il y a lieu.

Les opinions sont très divergentes quand il s'agit de déterminer quel secteur, le gouvernement ou le monde des affaires, n'a pas fait sa part. Ces divergences portent sur plusieurs questions, surtout lorsqu'il s'agit d'évaluer les écarts entre les dépenses des entreprises canadiennes et étrangères¹⁰³ ou d'établir la concordance entre les dépenses faites et les engagements pris. Cependant, tout le monde ou presque s'accorde pour dire que les dépenses de R-D du Canada sont inférieures à celles d'autres pays et pour réclamer de nouvelles initiatives dans ce domaine de la part de tous les secteurs.

Bien que le gouvernement n'ait mentionné aucun nouveau programme gouvernemental de R-D lié directement à l'ALE, il a récemment annoncé la formation et le financement de quatorze programmes de recherches dans le cadre de ses nouveaux Réseaux de centres d'excellence dans les domaines des soins de santé, de la recherche spatiale et océanographique, de la construction, de la robotique et des télécommunications.

Les dépenses de R-D du secteur privé sont toujours bien inférieures à celles des autres pays, sauf une ou deux exceptions notables. Dans les secteurs des télécommunications et de l'aérospatiale, industries de haute technologie, plusieurs sociétés ont l'habitude de dépenser beaucoup et sont, peut-être de ce fait, compétitives sur les marchés mondiaux. La fusion **Connaught-Mérieux** devrait contribuer à une augmentation de la R-D dans l'industrie pharmaceutique dont les dépenses n'ont augmenté que légèrement depuis que la protection des découvertes au moyen de brevets a été rehaussée. Le gouvernement a également promis des fonds pour la création d'un institut canadien de biotechnologie pour aider l'industrie canadienne.

Cependant, le fait que les dépenses de R-D des diverses filiales de EBC¹⁰⁴ représentent près de 20 p. 100 de toutes les dépenses de R-D du secteur privé au Canada, et que les dix premières

¹⁰² Le secteur privé effectue environ 53 p. 100 des dépenses totales de R-D au Canada; les autres contributions proviennent à 23 p. 100 des universités et des collèges, à 16,5 p. 100 du gouvernement fédéral, à 3 p. 100 des gouvernements provinciaux et à 1,5 p. 100 de groupes sans but lucratif.

¹⁰³ MCFETRIDGE, D.G., 1989, *Les entreprises multinationales et la libéralisation des échanges*, Ottawa, Conseil économique du Canada.

¹⁰⁴ Surtout Recherches Bell-Northern et Northern Telecom.